

PREFECTURE DU GARD

Direction des relations avec les
Collectivités locales et de l'environnement
Bureau de l'environnement
Affaire suivie par : Mme Piers
Tél : 04 66 36 43 06 – Télécopie : 04 66 36 40 64

Nîmes, le 30 juillet 2009

**Arrêté préfectoral n° 09.073N
imposant à la Société Arcelor Mittal Stainless France
la constitution de garanties financières pour les installations de stockage
de déchets implantées sur le site de l'ancienne aciérie de Laudun – L'Ardoise**

La sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture du Gard,
chargée de l'administration de l'Etat dans le département,

Vu l'article 45 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Vu le décret du 9 novembre 2007 nommant madame Martine Laquière, sous préfète hors classe secrétaire générale de la préfecture du Gard,

Vu le code de l'environnement et notamment le titre Ier du livre V et l'article R 512-79 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 71-131N du 9 juin 1971 autorisant la société UGINE ACIERS à exploiter une usine électrométallurgique, sise à l'Ardoise ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 89-081N du 22 décembre 1989 autorisant la société UGINE SA à poursuivre l'exploitation de son usine de l'Ardoise ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 97-046N du 31 octobre 1997 réactualisant les prescriptions techniques que doit respecter la société USINOR pour l'exploitation de son usine d'UGINE – Groupe USINOR, site de Laudun-l'Ardoise ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 00.093N du 26 mai 2000 imposant la constitution de garanties financières à UGINE S.A. pour l'exploitation du crassier de stockage de laitier implanté sur le site de l'aciérie de l'Ardoise ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 01-013N du 29 janvier 2001 autorisant le changement d'exploitant au bénéfice d'UGINE SA ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 01-061N du 12 mars 2001 modifiant l'arrêté du 31 octobre 1997 ;

Vu la déclaration de changement de dénomination sociale d'UGINE en UGINE & ALZ (Groupe Arcelor) en date du 14 février 2003 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 03.126N du 8 septembre 2003 imposant des prescriptions complémentaires à la société UGINE & ALZ pour l'exploitation de son usine de Laudun – L'Ardoise ;

Vu la lettre du 7 juillet 2004 par laquelle la société UGINE & ALZ notifie l'arrêt définitif d'activité de son usine de l'Ardoise le 30 juin 2004 ;

- Vu le changement de raison sociale d'Ugine & Alz en Arcelor Mittal Stainless France au 1^{er} janvier 2008 ;
- Vu le calcul de garanties financières fourni par Arcelor Mittal Real Estate France le 27 avril 2009 ;
- Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 15 mai 2009 ;
- Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 7 juillet 2009 ;
- Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant ;

Considérant que les installations de stockage de déchets doivent disposer de garanties financières répondant, en cas de disparition de l'exploitant, de la remise en état des lieux, de la surveillance du site et de toute intervention à la suite d'accident ou d'incident ;

Considérant que la remise en état du crassier doit être achevée au plus tard le 31 décembre 2009 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Gard ;

ARRETE

Article 1^{er} – Garanties financières

Article 1.1. Obligation de garanties financières

Conformément aux dispositions de l'article R 516-1 du code de l'environnement la société Arcelor Mittal Stainless France, dont le siège social est situé : 1 à 5 rue Luigi Cherubini 93200 Saint-Denis, ci-après dénommée l'exploitant est tenue à la constitution et au maintien de garanties financières pour les installations de stockage de déchets implantées sur le site de l'ancienne aciérie de Laudun l'Ardoise permettant de couvrir les frais de :

- remise en état ;
- surveillance et entretien du site ;
- intervention en cas d'accident ou de pollution.

L'absence de garanties financières entraîne la mise en œuvre des sanctions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

Article 1.2. Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières permet de couvrir les frais de la remise en état, de la surveillance de l'entretien et des interventions décrites à l'article précédent par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives. Le montant minimum des garanties financières résulte de la somme des deux termes suivants :

1. le montant des garanties en euros hors taxes du tableau suivant :

Période	Réaménagement	Suivi	Accidents	Total
Jusqu'au 31/12/2009	471 800 €	395 700 €	9 400 €	876 900 €
01/01/2010 – 31/12/2015	0	305 100 €	7 300 €	312 400 €

01/01/2016 – 31/12/2020	0	305 100 €	7 300 €	312 400 €
01/01/2021 – 31/12/2025	0	302 100 €	7 300 €	309 400 €
01/01/2026 – 31/12/2030	0	287 200 €	6 900 €	294 100 €
01/01/2031 – 31/12/2035	0	273 200 €	6 400 €	279 600 €

2. le montant de la TVA calculée au taux en vigueur à la date de l'attestation de constitution des garanties financières.

Article 1.3. Modalités d'actualisation des garanties financières

Avant l'issue de chaque période quinquennale, le montant de la période quinquennale suivante, tel que défini ci-dessus à la date de l'arrêté, est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à 5 ans, le montant des garanties financières est actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Article 1.4. Attestation de la constitution des garanties financières

Le document attestant de la constitution des garanties financières est transmis au Préfet du Gard dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté. Le document attestant de la constitution des garanties financières est conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire fixé par la réglementation.

Article 1.5. Modalités de renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 3 mois avant leur échéance.

Article 1.6. Mise en œuvre des garanties financières

Les garanties financières sont mises en œuvre, pour réaliser la remise en état, la surveillance, l'entretien et les interventions décrites ci-dessus, soit après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L514-1 du code de l'environnement, soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de conformité aux dispositions du présent arrêté.

Article 1.7. Levée de l'obligation des garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

Article 2 – Recours

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'environnement susvisé, la présente décision est soumise à un contentieux de la pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nîmes :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation visée par le présent arrêté présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement précité, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 3 – Information des tiers

En vue de l'information des tiers,

- une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Laudun-l'Ardoise et pourra y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché pendant une durée minimum d'au moins un mois en mairie ;
- ce même extrait devra être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Un avis au public est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 4 – Exécution

Une copie du présent arrêté, notifié à l'exploitant, est adressée aux destinataires suivants :

- la secrétaire générale de la préfecture du Gard,
- le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, région Languedoc-Roussillon, (2 exemplaires),
- le maire de la commune de Laudun l'Ardoise,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**La sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture du Gard,
chargée de l'administration de l'Etat dans le département,**



Martine LAQUIEZE